

**BILLET DE BLOG** 3 juillet 2017

# G20 : la coopération pour le développement durable au centre de l'attention

**Auteur**

IDDRI

Institut du développement durable et des relations internationales

 Temps de lecture: 5 min

Le G20 sous présidence allemande se réunit les 7 et 8 juillet à Hambourg. Dans un contexte sous tension, notamment à la suite de l'annonce du retrait des États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat, il est crucial que les chefs d'État et de gouvernement – tout au moins un G19, et surtout pas moins – réaffirment fortement leur cohésion et leur engagement à mettre en œuvre l'Accord de Paris et l'Agenda 2030 pour le développement durable. Comme le Président de la République et le Ministre de la transition écologique et solidaire le rappellent régulièrement, la transformation de nos modèles de développement et la solidarité envers les pays les plus vulnérables constituent des préalables à la paix et à la lutte contre le terrorisme. Pour montrer pourquoi et comment se coordonner, l'Iddri a contribué à la préparation du G20 en participant à l'initiative G20 Insights, une plateforme regroupant les propositions de quelque 170 think tanks

## internationaux, et en contribuant à la F20 Platform, une alliance de fondations et organisations philanthropiques.

En mars 2017, la réunion des ministres des Finances des pays membres du G20 avait abouti à une [déclaration](#) commune excluant toute référence à l'Accord de Paris ; les premières pierres de l'annonce du retrait américain étaient posées. Fin mai au G7 de Taormine, cette tendance s'est confirmée, laissant les États-Unis particulièrement isolés face aux six autres pays. Puis, le 1<sup>er</sup> juin, l'annonce officielle de ce divorce diplomatique a paradoxalement permis aux grandes puissances, comme à de nombreuses institutions infra-nationales, de [réaffirmer](#) leur volonté d'agir en faveur de la transition écologique et énergétique. Plusieurs initiatives bilatérales (Sommet EU-Chine, « alliance » EU-Canada-Chine lors des négociations climatiques à Bonn, etc.) ont vu le jour, visant à exercer un nouveau leadership dans la gouvernance mondiale du climat.

Dans ce contexte, le G20 a un rôle décisif à jouer pour « former un monde interconnecté », comme l'indique l'intitulé du sommet de juillet. Cette formule fait référence à la fois à une interconnexion intentionnelle et à une interdépendance inévitablement croissante, liée notamment aux dégradations environnementales et aux impacts du changement climatique. La coopération pour la gestion des biens communs est alors vitale. Le développement durable n'est pas un supplément d'âme mais un élément central de la coopération internationale. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les propositions et recommandations concrètes adressées au G20 par la [F20 Platform](#) et la [G20 Insights Platform](#), auxquelles l'Iddri s'est étroitement associé. À travers plusieurs *Policy Briefs*, les chercheurs de l'Iddri, en collaboration avec d'autres institutions (parmi lesquelles Brookings, World Energy Council, Chinese Academy of Engineering, IASS Potsdam, IEEP ou encore CIGI), définissent des priorités de recherche et d'action en faveur d'une transition décarbonée et durable :

- Un classement de la performance des pays en matière d'[inégalités économiques](#) devrait être instauré, sur le modèle du classement international PISA pour l'éducation. Parallèlement, un forum science-politique permettant l'apprentissage et l'échange de bonnes pratiques en matière de réduction des inégalités devrait être mis en place.
- De façon à [stimuler une croissance décarbonée](#), un ensemble de mesures devrait être mis en place de façon simultanée : augmentation des infrastructures durables, mobilisation de financements durables, et adoption d'un prix du carbone.
- Le G20 devrait mettre en place une commission indépendante d'experts scientifiques afin de réaliser un suivi international et d'accompagner, au plus près des décideurs, les [processus de transformation des systèmes énergétiques](#) nécessaires et à l'œuvre dans les différents pays du G20.
- Un [rapport](#) conjointement réalisé par des institutions telles que l'Agence internationale de l'énergie renouvelable (IRENA), le FMI, l'OCDE, la Banque mondiale et la Task Force on Climate-Related Financial Disclosures devrait être porté à la connaissance des leaders du G20 (chefs d'État et de gouvernement, ministres des Finances, gouverneurs des banques centrales) afin de les informer sur les véritables coûts et bénéfices de la « transformation verte », en termes notamment industriels, commerciaux et fiscaux.
- Un [processus global de gouvernance des océans](#), incluant des dialogues sur les potentiels (et stratégies associées) de « l'économie bleue », devrait être initié par le G20. Ce processus devrait s'inscrire dans le cadre de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable, et plus spécifiquement de l'ODD n°14 dédié aux océans.

Ces différentes recommandations relatives aux politiques climatiques comme aux ODD, renforcées par un récent [rapport de l'OCDE](#) soulignant les bénéfices économiques de l'action climatique, vont alimenter les discussions qui auront lieu lors du sommet de Hambourg, et peuvent contribuer à renouveler et approfondir la dynamique d'engagements démontrée à l'issue du G20 en 2016. Alors que l'idée même de multilatéralisme et de mondialisation est mise à mal par le repli américain, la présidence allemande aura pour – délicate – mission d'éviter toute contagion

au sein du G20 et, avec ses partenaires européens notamment, de montrer la voie d'une action commune. leur volonté d'agir en faveur de la transition écologique et énergétique. Plusieurs initiatives bilatérales (Sommet EU-Chine, « alliance » EU-Canada-Chine lors des négociations climatiques à Bonn, etc.) ont vu le jour, visant à exercer un nouveau leadership dans la gouvernance mondiale du climat. Dans ce contexte, le G20 a un rôle décisif à jouer pour « former un monde interconnecté », comme l'indique l'intitulé du sommet de juillet. Cette formule fait référence à la fois à une interconnexion intentionnelle et à une interdépendance inévitablement croissante, liée notamment aux dégradations environnementales et aux impacts du changement climatique. Dans ce contexte, la coopération pour la gestion des biens communs est vitale. Le développement durable n'est pas un supplément d'âme mais un élément central de la coopération internationale.

---

**CLIMATE**